

08/12/2010 A 00H00

«Il y a un déficit de vision sur la finance carbone»

INTERVIEW Cambodge . Minh Cuong Le Quan promeut un projet de cuiseurs économes en combustible, en utilisant les mécanismes de Kyoto :

Par **GUILLAUME LAUNAY**

Peut-on lutter contre le changement climatique avec du matériel de cuisine ? C'est la conviction de l'association Geres (Groupe énergies renouvelables, environnement et solidarités), qui mène depuis dix ans un programme pilote autour d'un nouveau type de cuiseur économe en énergie au Cambodge, où le millionième «New Lao Stove» a été vendu cette année. Minh Cuong Le Quan, qui a participé au projet, est l'un des experts du Geres présent à Cancún pour promouvoir une amélioration des mécanismes de finance carbone et défendre l'intérêt d'une action proche du terrain. Qui, dans le cas cambodgien, a permis de réduire de 22% la consommation de combustible et d'éviter 500 000 tonnes de CO₂.

POURQUOI BASER UN PROGRAMME ÉNERGÉTIQUE SUR UN USTENSILE DE CUISINE ?

Pour 3 milliards de personnes dans le monde, la première source d'énergie, c'est le bois de feu. Près de la moitié de la population utilise une technologie ancestrale, le foyer trois pierres alimenté par du bois ou des déchets. Or, le charbon, utilisé en ville, est un aspirateur de forêt, qui recule au Cambodge de 0,5 à 1% par an. Les foyers améliorés permettent de réduire la demande à la source.

COMMENT AVEZ-VOUS PROCÉDÉ POUR TOUCHER DES MILLIERS DE PERSONNES ?

On travaille avec le secteur privé local, pour que le produit corresponde aux savoir-faire, que les solutions puissent continuer après notre intervention. Pour créer des emplois pérennes, il faut travailler sur l'ensemble de la filière, pour que le partage de la valeur soit équitable.

VOUS APPORTEZ QUOI ?

D'abord, un transfert de technologie, développée par un centre de recherche thaïlandais. Ensuite, un projet de service : on s'occupe de recherche, de formation, de marketing. Mais la production des cuiseurs reste le métier des artisans. Les micro-entreprises familiales qui gagnaient moins de 100 dollars par mois ont vu leur revenu grimper à 200, 300, voire 500 dollars.

COMMENT CONVAINCRE LES GENS DE PAYER PLUS CHER ?

On a fait ce que les artisans ne peuvent pas faire : de la promotion auprès du grand public, en utilisant les ficelles publicitaires classiques, spots télé, sponsoring... L'argument clé, c'est que, en coût de combustible, la ménagère cambodgienne s'y retrouve au bout de six semaines. C'est ce qui a fait la réussite d'un produit qui coûte de 5 à 7 dollars, contre 2 à 3 dollars pour les cuiseurs classiques.

CE PROJET EST FINANCÉ AVEC DES «CRÉDITS CARBONE». COMMENT ÇA MARCHE ?

Sur la première phase, 2003-2006, 20% du 1,9 million d'euros du projet nous ont fait défaut, le reste étant financé par l'Union européenne. On a alors lancé la compensation volontaire, en créant CO₂Solidaire, qui permet aux citoyens des pays du Nord de financer les réductions d'émissions du Sud. Les économies de combustible réalisées sont quantifiées en suivant les méthodologies du protocole de Kyoto et transformées en crédits carbone. Depuis 2007, le projet est entièrement financé par le carbone, qui a permis de générer 3 millions d'euros.

EST-CE QUE DANS LES DISCUSSIONS INTERNATIONALES COMME CANCÚN, CE TYPE D'ACTION EST ASSEZ SOUTENU ?

Pas suffisamment. Quand on a montré que c'était possible d'obtenir des recettes carbone pour financer un développement social, propre, de masse, avec des technologies très simples, on a commencé à se rendre aux conférences sur le climat. Mais il y a encore beaucoup de travail : les mentalités dans le milieu

financier sont assez rigides.

FAUT-IL QUE LES RÈGLES CHANGENT ?

Les dispositifs qui existent sont insatisfaisants, compliqués, parfois cauchemardesques. Il y a un déficit de vision sur la finance carbone. On a débroussaillé le terrain mais ce type de financement doit être amélioré, aller d'abord vers ceux qui en ont besoin, ce qui n'est pas toujours le cas des projets industriels. L'autre problème, c'est que la Chine et l'Inde captent l'essentiel du marché, au détriment des pays les moins avancés. Le paradoxe, c'est que, n'ayant pas accès à l'énergie, les populations les plus pauvres ne polluent pas suffisamment pour présenter des projets recevables par les mécanismes de Kyoto. A Cancún, le Geres a d'ailleurs été chargé de piloter un groupe d'experts pour élaborer une stratégie sur le sujet, dans le cadre des réflexions sur l'après 2012.